

Impérialisme et Amazonie

Atticus

La politique incendiaire de Bolsonaro s'inscrit dans la continuité de politiques similaires mises en œuvre par des gouvernements de gauche comme de droite visant à permettre, accélérer et accompagner les processus d'accumulation capitaliste en Amazonie.

L'article qui suit a été écrit au début du mois d'août 2019 alors que la poursuite de la déforestation de l'Amazonie entraînait encore plus d'assassinats dans la population indigène. Depuis lors, la crise s'est aggravée à mesure que l'incendie de l'Amazonie en saison sèche en vue d'ouvrir la voie à l'agriculture atteignait de nouveaux sommets. Plus de 2500 feux sont en cours et, selon *The Economist*, « L'Institut national de recherche spatiale du Brésil (INRSB) a détecté une augmentation de 85% des feux de forêt cette année par rapport à la même période l'année dernière »¹.

Il ne fait guère de doute que cette augmentation est un produit direct des politiques de Jair Bolsonaro. Ce négateur du changement climatique qui considère l'Amazonie comme une terre « vierge » mûre pour le développement agricole a depuis son entrée en fonction licencié 21 des 27 hauts fonctionnaires d'Ibama, l'agence gouvernementale pour l'environnement, et limogé le directeur de l'INRSB suite à la publication par ce dernier des conclusions mentionnées plus haut.

Cependant, lorsque les aérosols dégagés par les incendies retombèrent par nuages sur le sud-est du Brésil, à des milliers de kilomètres de là, Bolsonaro ne pouvait plus rester silencieux. Il blâma d'abord absurdement les ONG environnementales qui, selon lui, avaient délibérément déclenché les incendies pour le contrarier après qu'il eut coupé leur financement. Il affirma ensuite (dans des messages incohérents) qu'il avait été mal compris et qu'il n'y avait tout simplement pas assez de fonds pour combattre les incendies. Enfin, il annonça qu'il enverrait l'armée pour s'attaquer à l'incendie (bien que les modalités de cette opération ne soient pas encore claires). C'est finalement et comme toujours la question de la puissance économique qui a retenu son attention. Les gouvernements français et irlandais ont en effet appelé à l'abandon de l'accord commercial UE-Mercosur², qui a mis des années à être conclu mais n'a pas encore été ratifié par aucune des parties.

Tout cet épisode, à côté des incendies dans l'Arctique, souligne une fois de plus que le système capitaliste mondial, divisé en États-nations, ne fonctionne pas dans

1 <https://www.economist.com/the-americas/2019/08/23/jair-bolsonaro-shrugs-as-the-amazon-burns>

2 Le Mercosur est un bloc commercial sud-américain dont les membres à part entière sont le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay (et le Venezuela, mais sa participation est actuellement suspendu). De nombreux autres pays d'Amérique du Sud sont membres associés.

l'intérêt de l'humanité. La forêt tropicale et l'Arctique sont tous deux essentiels à l'équilibre écologique de la planète mais leur sort dépend de l'attitude et de la politique de tel ou tel gouvernement. Ces régions ont une importance mondiale mais leur destinée est soumise aux caprices d'États individuels qui ont leurs propres problèmes économiques. Bolsonaro, avant de céder à la pression économique (qui comprenait des appels au boycott des produits carnés brésiliens), a rejeté la critique de Macron, la qualifiant de « mentalité coloniale ». En d'autres termes, « ne touchez pas au Brésil ».

Nous voyons une fois de plus que le monde ne peut survivre sous la forme d'États-nations comme le montre les migrations imposées à des millions de personnes par les guerres et les catastrophes climatiques générées par le système actuel ou, à plus long terme, la difficulté de maintenir réellement un espace vital viable sur Terre pour nous tous.

Le capitalisme nous a donné l'État-nation. Il nous a également donné la production - et la consommation - de déchets liée à la recherche du profit à tout prix. Ses conséquences nous montrent que le capitalisme a vécu, aujourd'hui, et qu'il n'a plus de raison d'être. Nous disposons maintenant de la technologie nécessaire pour assurer une vie décente à tous dans un environnement de plus en plus propre mais nous devons d'abord nous débarrasser du capitalisme, abolir les frontières nationales et créer un système de gouvernance mondiale partant des besoins réels des gens et non des impératifs court-termistes du profit immédiat. La catastrophe en cours en Amazonie s'avère tout aussi centrale pour l'Humanité dans son ensemble que pour les 20 à 30 millions d'habitants de la région.

L'accumulation dans l'Amazonie

La fin du mois de juillet a été marquée par plusieurs événements sinistres ponctuant l'offensive du capital contre les peuples autochtones de l'Amazonie. Tout d'abord, des mineurs d'or ont assassiné le chef de la tribu Waiapi et ont envahi son territoire dans la province d'Amapá, au nord-est du Brésil³. Parallèlement, les opérations illégales d'exploitation forestière dans l'État voisin du Maranhão se sont rapprochées de plus en plus du territoire du peuple Awá Guajá, une « tribu sans contact » dont les interactions avec les forces paramilitaires lourdement armées vont presque certainement se solder par leur massacre⁴. Ce type d'expropriation sanglante a connu une expansion significative sous l'impulsion du nouveau président brésilien Jair Bolsonaro, dont la campagne promet d'éliminer « chaque centimètre de terre indigène », une grande bénédiction pour les nombreuses mafias du bois et entreprises

3 <https://www.nbcnews.com/news/latino/we-are-great-danger-amazon-indigenous-waiapi-chief-killed-illegal-n1035806>

4 <https://news.mongabay.com/2019/08/new-film-reveals-at-risk-uncontacted-awa-tribe-in-brazilian-amazon/>

d'extraction minière qui infestent l'Amazonie de toutes parts aujourd'hui. En effet, depuis l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro, la déforestation en Amazonie brésilienne a connu une hausse vertigineuse de 278%⁵.

Le racisme très explicite de Bolsonaro envers les tribus amazoniennes et ses promesses tout aussi explicites de vendre aux enchères chaque once de forêt tropicale brésilienne constituent certainement un écart significatif par rapport à la rhétorique des chefs d'État brésiliens précédents. Pour cette raison, la presse bourgeoise a largement cherché à présenter sa présidence comme exceptionnelle. Elle efface ainsi insidieusement le fait qu'un soutien étatique similaire à l'exploitation minière et forestière sur les terres indigènes a été un pilier de la démocratie brésilienne pendant des années, non seulement sous la présidence de droite du prédécesseur de Bolsonaro, Michel Temer⁶, mais aussi sous celle de gauche de Dilma Rousseff, femme politique du Parti des travailleurs. Tout au long de son mandat, Rousseff s'est engagée publiquement à défendre les intérêts des autochtones et de l'environnement, tout en faisant en privé une concession après l'autre au puissant lobby agro-industriel du Brésil⁷. Le président Nicolás Maduro prétend défendre les droits des autochtones vénézuéliens mais, au cours des six derniers mois seulement, ses forces militaires ont été responsables du meurtre de nombreux militants Pemón qui protestaient contre les déplacements forcés mis en oeuvre par des opérations d'orpillage illégales⁸. De même, le président bolivien de gauche Evo Morales - lui-même bolivien indigène - a, au cours des dernières années, progressivement révoqué une série de protections juridiques pour les tribus indigènes afin de permettre la réalisation de projets de construction en Amazonie bolivienne⁹. Pour comprendre pourquoi les régimes de gauche d'Amérique latine, d'une part, prétendent défendre les intérêts des peuples autochtones et, d'autre part, autorisent et même participent activement à la violence impitoyable dont ceux-ci sont victimes, il convient de comprendre d'abord le caractère de classe de cette expropriation brutale.

Depuis le début de la Première Guerre mondiale, les communistes ont reconnu que le capitalisme est entré dans sa phase « décadente », marquée, entre autres, par la solidification du capitalisme en un système mondial. (Voir, par exemple,¹⁰ ou ¹¹). Les anciens modes de production précapitalistes ont largement disparu, balayés à l'échelle mondiale par des politiques coloniales brutales, et le marché mondial imprègne presque tous les coins de la planète. L'Amazonie est aujourd'hui l'une des seules

5 https://www.clarin.com/mundo/deforestacion-avanza-amazonia-brasilena-escala-278-julio_0_Wgj57Ntc3.html

6 <https://nativenewsonline.net/currents/michel-temer-incites-violence-indigenous-peoples-brazil/>

7 <https://amazonwatch.org/news/2013/0808-indigenous-rights-under-assault-in-brazil>

8 <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article47621>

9 <https://www.worldcrunch.com/world-affairs/three-highways-in-the-amazon-and-dilemmas-of-deforestation>

10 https://www.marxists.org/francais/boukharine/works/1917/boukharine_19170000.htm

11 <https://www.leftcom.org/en/articles/2005-06-01/refining-the-concept-of-decadence>

exceptions à cet état de fait ; des secteurs de la forêt tropicale demeurent totalement épargnés par le développement industriel, et leurs habitants indigènes « sans contact » représentent les seuls véritables îlots restants d'une société pré-capitaliste dans le monde¹². Ceci, associé à une abondance inégalée de ressources naturelles - caoutchouc, pétrole, minerai de fer, or, bois d'œuvre, cacao et un large éventail de minéraux - fait de l'Amazonie un terrain fertile pour l'accumulation dans la phase impérialiste du capitalisme.

L'impérialisme est essentiellement un moyen pour les nations capitalistes de combattre les crises. Les grandes économies capitalistes exportent des capitaux vers des régions économiquement en retard, construisant des infrastructures (voies ferrées, routes, usines et raffineries) avec la triple intention de dépouiller la région de précieuses ressources naturelles inexploitées, de créer et d'exploiter une nouvelle source de main-d'œuvre prolétarienne à bas prix et de générer de nouveaux marchés pour écouler les surplus accumulés en période de surproduction. Ce dont nous sommes témoins aujourd'hui en Amazonie en est un exemple typique. Depuis les années 1960, des dizaines de milliers de kilomètres de routes et d'autoroutes ont été construites en Amazonie par les entreprises et les gouvernements locaux¹³. Cela a ouvert la voie à l'épidémie d'exploitation forestière et minière dans la région. Ainsi, 95 % de la déforestation a eu lieu dans un rayon de cinquante kilomètres autour de ces projets¹⁴. Cette déforestation a à son tour nécessité l'expropriation sanglante des terres indigènes, provoquant le déplacement massif et la prolétarianisation des peuples indigènes - des milliers de réfugiés indigènes ont été forcés de travailler à bon marché soit dans la forêt¹⁵, soit dans les centres urbains voisins¹⁶. Dans l'ensemble, nous sommes confrontés à un exemple clair d'accumulation et de subsomption capitaliste dans le marché mondial.

La barbarie contemporaine dans l'Amazonie peut donc être comprise comme le symptôme d'une concurrence sans cesse croissante entre les États capitalistes de la région et une série de vaines tentatives pour endiguer la tendance inévitable à la baisse du taux de profit. Ce n'est donc pas un hasard si le récent soutien de l'État brésilien à des projets de développement nominalement « illégaux » en Amazonie a été initié fin 2012 et 2013 - date de début d'un ralentissement économique brésilien qui persiste encore aujourd'hui. La situation est similaire au Venezuela ; malgré ses prétentions « socialistes », le pétro-État bolivarien reste totalement capitaliste, et, comme toutes les autres nations capitalistes, demeure soumis aux caprices et aux contradictions du

12 <https://www.survivalinternational.org/tribes/uncontacted-brazil>

13 <https://www.livescience.com/40914-amazon-road-building.html>

14 <https://globalforestatlas.yale.edu/amazon/land-use/roads-amazon-basin>

15 <https://books.google.co.uk/books?id=pXZgDgAAQBAJ&pg=PA123&lpg=PA123#v=onepage&q&f=false>

16 <https://www.csis.org/analysis/venezuelan-refugee-crisis-view-brazil>

marché mondial¹⁷. Ainsi, lorsque le marché international du pétrole a commencé à s'effondrer en 2013, l'économie vénézuélienne a coulé avec lui, entraînant la crise bien documentée que nous connaissons actuellement. C'est dans ce contexte que Maduro a soudainement accepté d'autoriser l'expropriation des terres indigènes du Venezuela. Il s'agit là d'une tentative futile pour atténuer la détresse économique du pays, avec des conséquences horribles pour les populations indigènes locales.

Dans un schéma tragique mais sans surprise, les fantassins de ces régimes bourgeois proviennent eux-mêmes de certains des secteurs les plus désespérés du prolétariat. Un nombre écrasant de bûcherons et mineurs illégaux en Amazonie sont des migrants sans terre arrachés aux favelas côtières et autres taudis régionaux¹⁸. Les conditions de vie dans ces communautés s'avèrent souvent monstrueuses et les citoyens pauvres qui les habitent sont inévitablement pris entre les deux pôles du crime organisé et des cartels de la drogue d'un côté et les forces « de maintien de la paix » tout aussi brutales envoyées par l'État pour garantir son ordre, de l'autre¹⁹. Ces conditions cauchemardesques constituent le plus grand moteur de l'émigration des villes vers la forêt tropicale, et le capital et ses serviteurs bourgeois - tant les propriétaires de projets de développement illégaux que les politiciens qui président les projets « légaux » - savent exactement comment profiter du désespoir de ces couches du prolétariat. En effet, ces travailleurs cooptés dans des vies de violence et d'exploitation terribles sont eux-mêmes victimes du même système capitaliste vicieux.

Une autre dimension tout aussi horrifiante de ces entreprises impérialistes est leur potentiel de conséquences écologiques catastrophiques ; l'Amazonie - qui s'étend sur plus de deux millions de kilomètres carrés - forme de loin la plus grande forêt tropicale du monde et joue donc un rôle central dans la régulation des systèmes météorologiques et des niveaux de dioxyde de carbone de la planète. La déforestation par l'exploitation forestière et minière conduit donc à un enchevêtrement de conséquences désastreuses, allant de ses propres émissions massives de carbone à des phénomènes météorologiques extrêmes à grande échelle, des sécheresses et des famines. L'ampleur de ces effets ne peut être surestimée et, en conjonction avec des développements internationaux similaires, constitue une menace existentielle sérieuse pour l'espèce humaine²⁰. La seule façon d'endiguer cette sombre progression est de mettre fin à l'impératif de profit qui l'anime et d'abolir le système du capitalisme mondial expiré de longue date.

C'est aussi pour des raisons similaires que les appels imprégnés d'une idéologie de la terre et du sang à la souveraineté indigène - populaires à gauche - relèvent sous le capitalisme de l'utopie. Comme nous l'avons expliqué ci-dessus, les politiques brutales

17 <https://www.bbc.com/news/business-48386415>

18 https://www.gmu.edu/programs/icar/ijps/vol%2017_1/Indigenous%20Peoples%20FINAL.pdf

19 <https://www.hrw.org/news/2018/12/19/brazil-police-killings-record-high-rio>

20 <https://www.telegraph.co.uk/news/earth/environment/climatechange/4976275/Amazon-rainforest-at-risk-of-ecological-catastrophe.html>

SOLITUDES INTANGIBLES

qui marquent l'ère de l'impérialisme - de la guerre sans fin à l'expropriation vicieuse et au pillage aux effets écologiques catastrophiques - sont une conséquence inévitable des crises du capitalisme, et la situation en Amazonie ne fait pas exception. Les politiques régionales de préservation des terres indigènes - longtemps défendues par des militants de terrain au Brésil, au Venezuela et en Bolivie - ont été abandonnées à la hâte et sans difficulté dès que cela s'avérait nécessaire pour la bourgeoisie. Cela ne devrait pas être une surprise pour les communistes ; aucun politicien élu ni aucune réglementation légale ne peut espérer surmonter les contradictions du capitalisme et les exigences correspondantes de la domination bourgeoise. L'autodétermination nationale comme slogan - qui tente essentiellement de combattre les symptômes du capitalisme sans combattre le capitalisme lui-même et chercherait à libérer les peuples autochtones de l'Amazonie simplement en délimitant des terres sur une base ethnique - s'avère donc bien sûr inutile et ne propose aucune solution aux assauts vicieux du capital. La seule issue réside dans la solidarité de l'ensemble du prolétariat international, uni dans une lutte révolutionnaire contre le capitalisme. En effet, les atrocités perpétrées contre les peuples indigènes de l'Amazonie ne peuvent que s'aggraver à mesure que la crise capitaliste mondiale s'aggrave, et pour l'Amazonie - comme partout ailleurs - la fin du capitalisme ne peut venir assez tôt.

Publié initialement le 26/08/2019 sur le site de la Tendance Communiste Internationaliste, <http://www.leftcom.org/en/articles/2019-08-26/imperialism-and-the-amazon>

Traduit de l'anglais par Memphis Krickeberg.